

Quelle agriculture; pour quelle alimentation?

Introduction

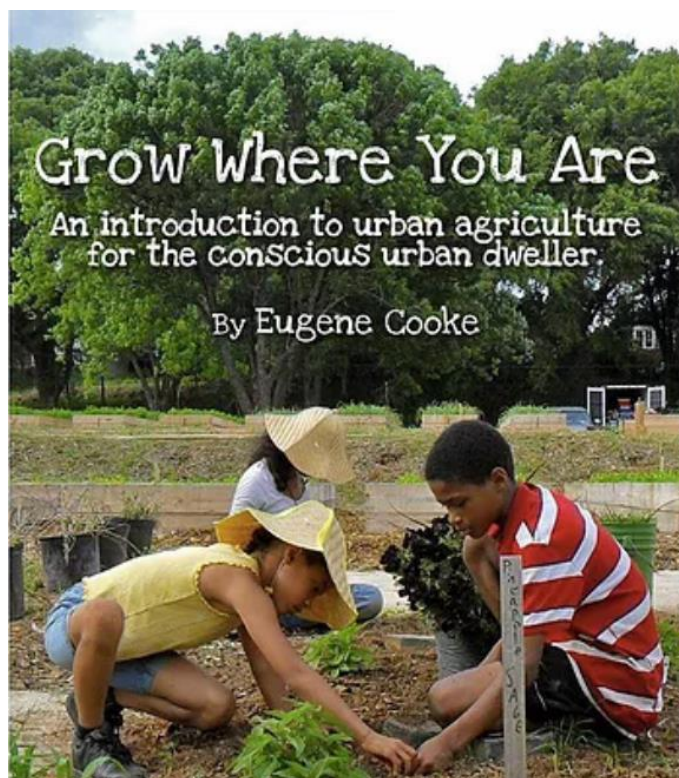
Le groupe de travail Eglise dans la Société (EdIS) de l'EPUB a récemment adopté un document dans lequel l'actuel modèle productiviste de l'agriculture est remis en question au profit d'une agriculture plus soucieuse de l'intégrité de la terre productrice et offrant une alimentation répondant à des critères de santé publique qui bénéficient aussi bien des producteurs que des consommateurs.

Ce document s'inscrit dans le cadre d'une coopération œcuménique avec le partenaire catholique "EcoKerk".

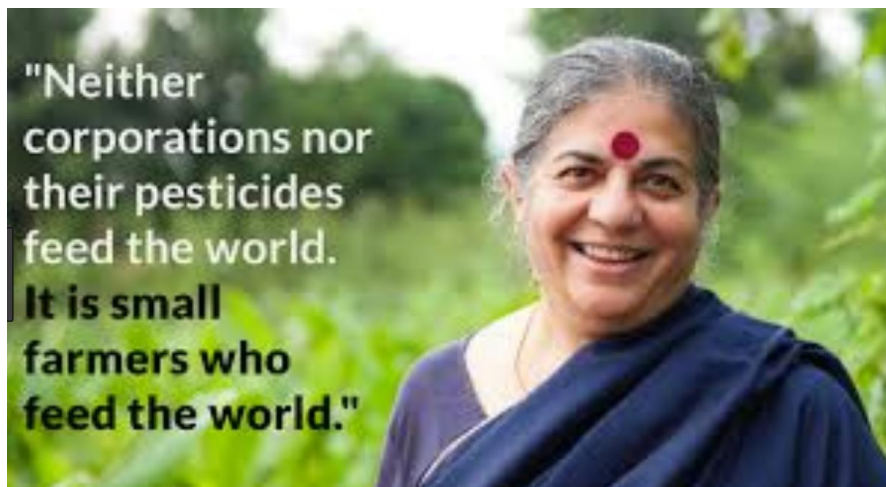
Le groupe de travail EdIS espère ainsi contribuer pour sa part, à cette prise de conscience qui se fait jour au sein de la société civile à laquelle les membres de notre Eglise sont appelés à se joindre.

La nourriture, élément dont dépend la vie de l'homme

De nos jours les mots: écologie, biodiversité, environnement nous sont devenus familiers. Cependant en tant qu'individus nous sommes pris, la plupart du temps, par un sentiment mélangé d'impuissance qui nous paralyse dans la recherche d'une réponse aux défis qui se présentent à nous. Devant ce qui



menace à court terme notre existence quotidienne et l'ensemble de la création, nous nous contentons le plus souvent de nous en remettre aux politiciens qui ont la responsabilité de prendre les mesures cohérentes et efficaces qui soient nécessaires. Il n'est pas question ici de sous-estimer la responsabilité des politiques, mais de rappeler que la pérennité de tout régime démocratique dépend de la participation responsable des citoyens. L'écologie couvre un large spectre de thèmes qui doivent être traités dans leur spécificité et dans leur interactivité réciproque.



Le thème que nous voulons aborder à savoir: production agricole et alimentation présente l'avantage de s'adresser à notre propre existence matérielle et aux futures générations; en effet, on ne peut

contester que notre vie dépend de la nourriture que nous mangeons et du sol qui la produit.

Une approche citoyenne à un tournant de l'histoire.

Le lien direct entre producteurs et consommateurs nous donne un levier qui nous permet d'agir en tant qu'individu ou en tant que groupe conscient des enjeux. L'approche choisie dans ce document est de partir de la base "bottom up" dont le potentiel ne doit pas être sous-estimé. Devant les changements auxquels nous assistons nous ne devons pas rester sur le bord de la route. Ecologie, changement climatique, biodiversité; tout cela traverse les composantes de notre société nous ouvrant à une vision nouvelle de notre monde. Nous sommes entrés dans un point pivot de l'histoire de l'humanité: l'âge de l'anthropocène.

Justice: Comment? Pourquoi? Pour qui?

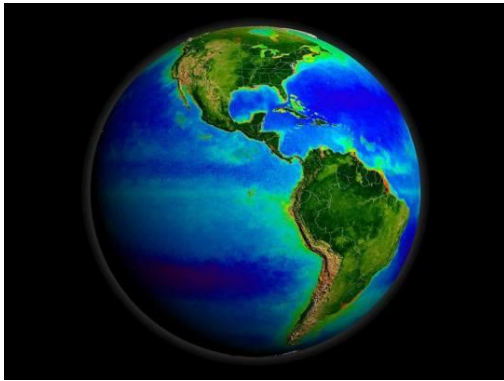
La première chose dont nous devons tenir compte est que dans une période de transition il y a toujours plus de perdants que de gagnants. C'est pourquoi le concept de justice doit retenir notre attention. Cela est particulièrement le cas pour le thème: nourriture- production agricole non seulement, pour ce qui relève de la justice sociale mais aussi de ce qui relève d'une justice environnementale.

Je suis conscient que certains parmi nous pourront être surpris de ce plaidoyer pour un concept élargi de la justice. L'extension du concept de justice à la nature s'impose à nous aujourd'hui étant donné les graves perturbations qu'elles subissent dont nous sommes non seulement témoins aujourd'hui mais aussi responsables.



Faisons un pas en arrière dans notre histoire. Depuis le XVII^e siècle l'Europe s'est engagée sur une voie qui progressivement a vu les hommes accroître leur pouvoir; ce qui a eu pour résultat une Nature sacrifiée sur l'autel du " progrès". En affirmant cela, nous ne nions pas les résultats tangibles qui ont été accomplis dans plusieurs domaines au bénéfice de l'humanité. Nous devons en être reconnaissants. Mais dans une société portée par les données (data society) livrée de plus en plus au progrès technique dans laquelle nous sommes entrés aujourd'hui, la question posée par Hubert Reeves : « L'homme sera-t-il en mesure de survivre à sa propre intelligence? », nous rappelle les risques qu'impliquent pour la biosphère cette poursuite incessante du "toujours plus".

Nos sociétés occidentales s'avèrent très capables de répondre aux questions du « comment » mais elles ont tendance à négliger les questions du "pourquoi" et du "pour qui".



En résumé:

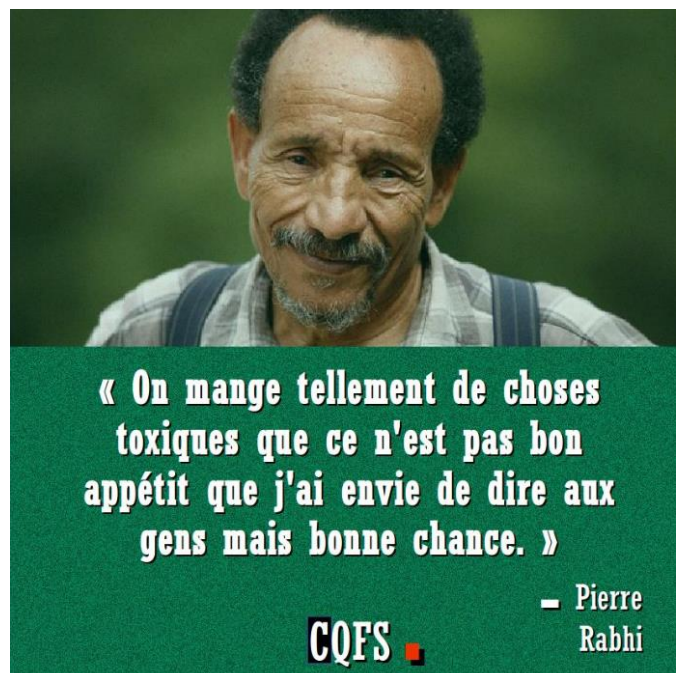
- a) Nos sociétés sont entrées dans un processus de profonds et dramatiques changements dont un des aspects est l'augmentation de l'injustice dans les relations humaines.
- b) La Nature, que depuis le XVII^e siècle, nous avons considérée comme un dû mis à notre disposition sans discernement aucun est en train de nous présenter la note de frais des destructions que nos activités lui ont occasionnées. Elle nous rappelle qu'elle fait partie intégrante de notre réalité et qu'elle partage avec l'humanité un destin commun.
- c). Les points a et b impliquent l'élargissement du concept de la justice. Dans la Bible le champ sémantique couvert par le concept de justice (tsedaka) s'inscrit toujours dans une relation. Elargir ce concept demande que l'on ne réduise pas le concept de justice à la seule dimension sociale mais qu'elle comprenne également la dimension écologique.
- d) L'existence d'une relation suggère la reconnaissance de l'autre; pour qu'une relation soit juste il faut que les agents de cette relation acceptent une autolimitation.

II Considérons à présent comment ce résumé s'applique à notre sujet.

II.1 Le modèle d'une agriculture intensive qui est le modèle dominant

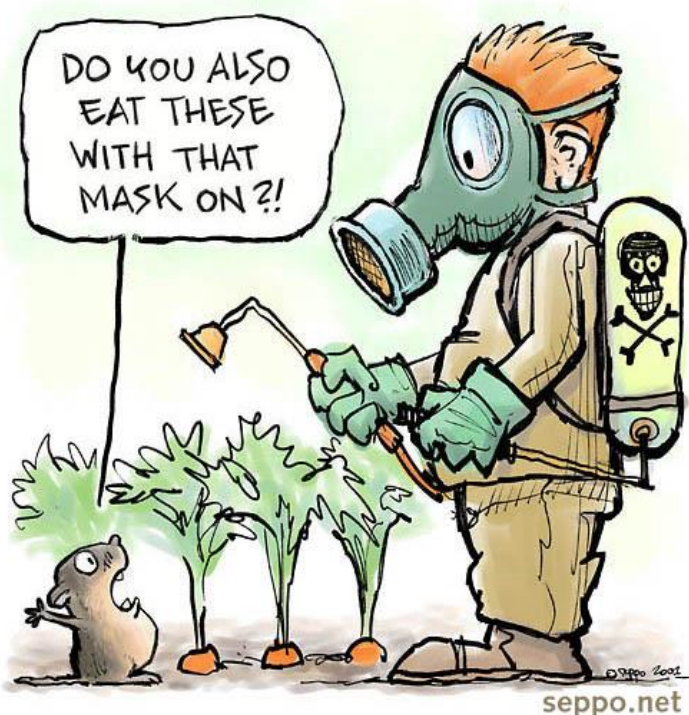
Le Glyphosate

Eu égard aux transformations profondes dont le monde est témoin aujourd'hui parmi les causes desquelles le désordre écologique



est un facteur important on pourra difficilement nier que l'agriculture échappe à ce processus. L'afflux des migrants est pour une large part la conséquence de la désertification. Le drame Syrien a été précédé de trois années de sécheresse qui ont obligé les paysans à quitter leurs terres pour aller protester en ville avec les conséquences dramatiques que l'on connaît.

Pour ce qui est de l'agriculture dans l'UE ceux qui suivent la presse quotidienne se rappelleront de l'épisode du Glyphosate connu comme Roundup produit par Monsanto, au cours duquel, en dépit de recherches scientifiques documentées qui exprimaient de sérieuses inquiétudes pour la santé publique (OMS et Seralini) tant pour les producteurs que pour les consommateurs, la Commission aura finalement dû céder sous la pression de la multinationale allemande Bayer et accepter de prolonger de 5 ans l'utilisation du Roundup. La France pour sa part s'engageant à réduire à 3 ans cette prolongation. Mais la FNSEA, le plus grand syndicat agricole a déjà fait savoir que cette décision ne pourrait être suivie.



Le Glyphosate est un herbicide que des fermiers utilisent depuis de nombreuses années afin de détruire les mauvaises herbes. Il s'agit d'un produit de synthèse obtenu par des réactions chimiques qui ont été initialement élaborées pour le traitement d'un certain nombre de métaux. La plupart des fermiers sont pris au piège dans un cercle vicieux. Ils sont obligés d'augmenter les intrants phytosanitaires et des herbicides afin de

maintenir le niveau de production en dépit du fait que l'usage de ces produits diminue à terme la fertilité des sols. Les dynamiques inter-

agissantes entre les racines bactériologiques, la faune dont les vers de terre et les micro-organismes sont perturbées. Beaucoup de fermiers sont endettés et souffrent de la mauvaise image de “pollueurs” qu’ils ont auprès de l’opinion publique. Il a été calculé que pour la France la somme moyenne alloués s’élève à € 43.000/an. Sans ces subsides ils auraient à faire face à un déficit annuel de € 25000/an. En France, les fermiers sont la catégorie sociale qui connaît le taux de suicides le plus élevé.

Les subsides de l’UE



Il est évident que ce modèle d’agriculture qui définit l’unité de productivité par fermier/heure et non par ha traverse une crise profonde. Au début de la Politique Agricole Commune (P.A.C). - dans les années soixante- le but était d’assurer une

production auto-suffisante pour les besoins de l’UE. Le développement rapide du parc des machines agricoles a eu pour conséquence: des exploitations plus grandes employant moins d’ouvriers, suivie après quelques années d’une surproduction (rappelons-nous les montagnes de beurre!). La solution a été prise de se tourner vers le marché mondial pour y déverser le surplus de la production agricole alimentaire de l’UE. Le marché mondial était alors largement dominé par les Etats Unis. La P.A.C. a dû faire face à une compétition féroce parce que les prix des produits agroalimentaires étaient bas sur le marché mondial obligeant l’UE à payer des montants compensatoires aux fermiers afin de compenser la différence entre les prix mondiaux et les prix de production des fermiers européens.

Depuis 2013 l’UE est le premier exportateur mondial de produits agricoles et alimentaire mais cette position est obtenue grâce à des subsides et au détriment de la santé des sols. En dépit de ces résultats et des subsides accordés par l’UE, la P.A.C. est l’objet de critiques. Les fermiers ont adoptés une attitude anti- européenne et le public s’étonne de l’importance

du budget européen 38% du budget général sont affectés à l'agriculture alors que le nombre de la population employée dans l'agriculture diminue. L'équilibre avantages-coûts pour un fermier en France en revenu net c'est à dire: la vente de la moisson produite moins les dépenses pour la gestion et, l'amortissement du matériel et éventuellement le paiement de taxes arrive à - 25 K. Comme ce fermier bénéficie de 43K sous formes de subsides ou autres allocations, il lui reste en moyenne un solde de 18K/an.

Emploi : Entre 2008 et 2016 la part moyenne totale dans ce secteur a diminuée de 5.2% à 4.2 % dans l'UE. On observe une différence entre les pays membres de l'UE de l'Ouest et ceux de l'Europe Centrale et de l'Est. Le taux d'emploi s'élève à 1.2% en: Belgique, Allemagne, Suède et Luxembourg.

Dans certains pays on constate une augmentation: Bulgarie 0.5%, Chypre 1.5%, Hongrie: 5.4%, Irlande; 2.4% Italie 0.8%. La France a un taux d'emploi stable : 2.7%.

L'argument démographique

Un des arguments avancé parmi les défenseurs de ce modèle d'agriculture intensive basé sur les énergies fossiles et des intrants est l'argument démographique. En tant que premier exportateur mondial l'Europe aurait la responsabilité de fournir une alimentation pour une population mondiale en augmentation constante. En dépit d'une certaine décélération les démographes prévoient pour 2050; une population globale de 9.6 milliards à 9.8 milliards d'individus.



Cet argument est-il valable?

Nombreux sont les chercheurs qui contestent cet argument.

Les raisons:

- L'exportation agro-alimentaire a des conséquences fâcheuses sur la production locale forçant les fermiers à émigrer; c'est le cas en particulier pour le

continent africain et les pays du Proche Orient ;

- La FAO estime que 800 millions de personnes souffrent de malnutrition, (spécialement en Afrique Centrale et au Proche Orient) mais 2/3 des terres arables sont allouées à l'élevage et à la production alimentaire pour le bétail; 85% de la production de soja, un végétal à haute valeur nutritive pour les humains, est destinée au bétail;
- Je n'ai pas été en mesure d'établir le rapport élevage-culture destinée à nourrir les hommes. Au niveau mondial, la terre réservée au pâturage occupe, en gros, deux fois plus de surface arable que la culture. Mais les animaux nourris entièrement en pâturage produisent 1 gramme de protéine sur les 8,1 grammes consommés par les hommes par jour. (Georges Biot, The Guardian);
- L'eau: l'agriculture est de loin la plus grande consommatrice d'eau; 68% des réserves d'eau au niveau mondial lui sont consacrées; la diminution des nappes phréatiques Etats-Unis (Californie), Inde et la Chine est un souci majeur;
- Pour maintenir la production, il est nécessaire d'utiliser de plus en plus d'intrants car les sols s'appauvrissent. Ces mêmes intrants qui perturbent la vie organique des sols sont à l'origine d'une baisse de leur fertilité. - -

La productivité dépend d'abord de la terre et Monsanto

Certains chercheurs pensent que l'agriculture traditionnelle dominante se situe à la fin d'un processus qui a débuté au XIX siècle lorsque l'industrialisation provoqua un exode rural massif des fermiers qui se sont engagés comme ouvriers dans les usines où la productivité était mesurée selon la capacité de production de l'ouvrier. Cette manière de mesurer la productivité est devenue universelle suite au processus d'industrialisation. Le problème qui a fait surface depuis lors est que cette unité de mesure de la productivité appliquée à l'ouvrier travaillant en usine qui était justifiée a été appliquée aux fermiers. Ce faisant, on a laissé de côté l'unité réelle qui mesure la production alimentaire; à savoir: l'unité de la terre arable. Dans

ce modèle d'agriculture où l'on a pris l'unité de mesure appliquée dans les usines; la terre, qui est- elle la véritable productrice de l'alimentation a été négligée.

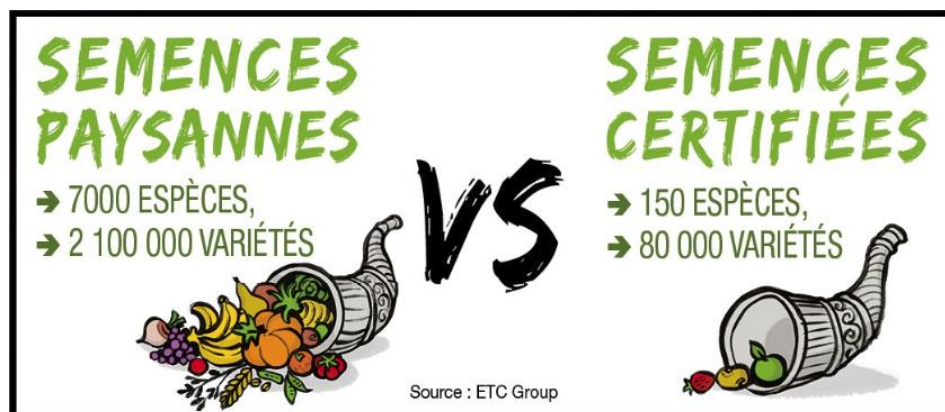


Ce n'est qu'aujourd'hui que l'on découvre le rôle décisif que joue la vie des sols dans la production. Le modèle d'agriculture dominant ne s'est pas rendu compte que l'appauvrissement du sol fût la conséquence d'un mauvais traitement de celui-ci. Pour

augmenter la production les fermiers se mirent à faire usage d'intrants que de grandes sociétés n'étaient que trop disposées à leurs vendre (Monsanto), mais ce n'est qu'en augmentant le volume des intrants que l'on arrive à favoriser un surplus de rendement.

Pire encore, l'industrie des semences a réussi à établir une situation de monopole en imposant aux gouvernements, des législations qui mettent fin à 10.000 ans de libre commerce des semences entre fermiers sous le prétexte fallacieux de préserver la santé publique.

Résultat; la diversité qui est la meilleure défense dont dispose la nature s'effondre. et les fermiers sont obligés d'acheter chaque année leurs semences à des prix dont l'augmentation ne sont pas compenser par l'augmentation de la production. Le fermier se trouve piégé dans un cercle vicieux. -



Réforme de la PAC en cours

- **Conclusion:** - Cette agriculture intensive n'a pas d'avenir. La CAP a été soumise à de nombreuses réformes 1992, 2003, 2013; aujourd'hui une nouvelle réforme est envisagée qui devrait être terminée en 2020. Il y a peu de chances que les changements radicaux requis puissent être faits. Quel sera le résultat? Pendant ce temps ces adaptations constantes de la CAP aux conditions du marché mondial créent la confusion et l'angoisse chez les fermiers surtout chez les fermiers très nombreux de petites exploitations qui ne sont pas affiliés aux grands syndicats agricoles.

Alternatives

- II.2 La recherche d'un autre modèle de production agricole.

De nos jours, dans les régions où prévaut le modèle traditionnel d'agriculture intensive un nouveau modèle de



production alimentaire apparaît. Bien que marginal, chaque année ce mode d'agriculture croît.

Quelques statistiques: fin 2015 la surface agricole utile (SAU) représentait 6.2% de la SAU totale. Entre 2014 et fin 2015 le nombre de bio-fermiers avait augmenté de 4.7 % et la bio-surface de 9.2%.

Les chiffres varient :

¹**Espagne 2013-2014:** bio-surface 6,9 % ; bio-fermiers: évolution.0,3%

Espagne 2015, bio-surface 8,20%; bio-fermiers évolution: 13,3%

Italie 2013-2014: bio-surface: 10,18%; bio-fermiers: évolution 5,8 %

Italie 2015: bio-surface 12,00%; bio-fermiers: évolution 8,1%

France 2013-2014, bio-surface: 4,14%; bio-fermiers évolution: 3,9%

France 2015, bio-surface: 4,91%; bio-fermiers: évolution 9,1%.

¹ “ Le Bio dans l'UE: tableau comparatif SAU et bio-fermiers

Allemagne 2013-2014, bio-surface: 6,30%; bio-fermiers évolution 0,5%
Allemagne 2015, bio-surface: 3,9%; bio-fermiers: évolution 5,7%.

Autriche 2013-2014, bio-surface: 20,00% bio-fermiers évolution -4,2
Autriche 2015, bio-surface: 21,20%; bio-fermiers évolution 0,4%

R.U. 2013-2014, bio-surface: 3.20%; bio-fermiers évolution -5,7%

R.U. 2015, bio-surface: 5,0% ; bio-fermiers évolution - 2,5%

Pays-Bas 2013-2014, bio-surface: 3,00%; bio-fermiers évolution -2,9%

Pays-Bas 2015, bio-surface, 3,00%; bio-fermiers évolution 1,6%

Belgique 2013-2014, bio-surface: 5,00%; bio-fermiers évolution 7,7%

Belgique 2015, bio surface: 5,1%; bio-fermiers évolution 5;39%

Total EU 2013-2014, bio-surface 5,7%; bio-fermiers évolution 0,00%

Total EU 2015, bio-surface 9,2% ; bio-fermiers évolution 6,2%



Ces chiffres montrent certaines différences ; l'Autriche est au sommet et le R.U au plus bas. La tendance générale est une croissance du nombre de bio- fermiers et des surfaces consacrées au bio. Excepté l'Autriche, je n'ai repris de la liste que les pays voisins. La Belgique fait partie de cette tendance générale avec toutefois une différence entre le Nord et le Sud du

pays. **La surface bio de la SAU** a augmentée depuis 2008 de 12,3% /an , pour La Flandre 3.7% /an. La surface moyenne des surfaces bio est en Wallonie de 50 ha; la grande part réservée à l'élevage du bétail; en Flandre de 16 ha; principalement pour l'horticulture. **Le nombre de fermiers bio** a augmenté en moyenne de 8%/an en Flandre et de 12 %/an en Wallonie.

Les fermiers bio représentent un mix de fermiers passés de l'agriculture traditionnelle au bio et de nouveaux fermiers. Deux raisons attirent ces fermiers; d'une part, le respect de l'environnement: une nouvelle relation avec la terre arable et, d'autre part l'existence d'un marché en plein essor.

Le logo européen "agriculture biologique", encore appelé "Eurofeuille", a pour objet d'aider les consommateurs à repérer les produits biologiques. Sa présence sur l'étiquetage assure le respect du règlement sur l'agriculture biologique de l'Union européenne.



III Les consommateurs

La plupart de nous faisons nos achats dans les grandes surfaces. C'est commode, beaucoup de produits autres que l'alimentation nous sont offerts, accès à des parkings etc... Si vous regardez autour de vous vous constaterez que le nombre de produits alimentaires sur les étagères labellisés "bio" ne cesse d'augmenter. Les statistiques confirment cette tendance. Lorsqu'on analyse la liste des destinataires de ces produits alimentaires bio on constate que les grandes surfaces en 2011 captent 46.9 % de la production alimentaire bio; les supermarchés de proximité 11.3% ; les magasins spécialisés 29.1%; les ventes à la ferme 4.6%; les marchés 3.4%; les magasins discount 4.8%.

La demande pour des fruits bio compte pour 53%, des légumes bio 20%; et en ordre décroissant: le pain, les produits laitiers, les œufs et la viande.



Pourquoi le bio?

Les raisons qui motivent les personnes à acheter bio sont d'ordre sanitaire. Cela peut paraître une attitude autocentrée mais ne perdons pas de vue qu'une diète saine a une action préventive et est au bénéfice d'une politique de santé publique. D'autres raisons sont: une prise de conscience chez beaucoup des méfaits pour l'environnement de l'agriculture traditionnelle; et, de surcroît la production alimentaire bio est créatrice d'emplois. Enfin les cantines scolaires, les hôpitaux, les résidences pour personnes âgées, sont autant de lieux qui favorisent la tendance généralisée d'une augmentation de la demande en faveur de produits alimentaires bio.

Il est vrai que les produits bio sont de 5 à 10% plus chers. Pour les personnes pour qui chaque euro compte cela peut être dissuasif. Nous savons que les prix du marché sont fixés selon la loi de l'offre et de la demande. Aujourd'hui la demande est plus élevée que l'offre. Les produits bio doivent, pour une part, être importés. Mais le jour où cet équilibre entre



l'offre et la demande change on peut s'attendre à une baisse des prix bio. On constate également que la tendance de se tourner vers le bio augmente dans les foyers à faible revenu².

Dans l'ensemble il y a donc matière à se réjouir d'autant plus que ce mouvement qui se dessine vers une alimentation bio, est constatable aussi bien dans l'agriculture que dans la consommation de nos concitoyens. Il ne faut pas voir dans cette tendance une simple protestation il s'agit de l'expression d'une volonté de s'engager pratiquement et qui a pour but de changer les choses. Bien sûr, face au pouvoir des lobbies soutenus par des forces économiques surpuissantes ce mouvement peut paraître modeste et fragile mais une lame de fond commence à se dessiner..

D'autres questions liées au thème abordé dans ce document n'ont pas été traitées par exemple: les traités commerciaux multilatéraux, le manque de

² Ce document ne traite pas la situation des personnes vivant en grande précarité. Pour en savoir davantage; prenez connaissance du Document du Quart Monde: "Se nourrir lorsqu'on est pauvre; Analyse et ressenti des personnes en situation de précarité" 185 pp.

transparence dans les négociations en cours; les tentatives faites par des sociétés multinationales d'arriver à interdire aux petits producteurs bio l'accès au marché sous le prétexte d'une compétitivité faussée. Rappelons aussi le problème de la disproportionnalité de la surface agricole allouée au bétail; le problème plus global du sort réservé aux animaux. Qu'avons-nous à dire au mouvement Vegan?

En tant que membres d'églises nous ne devons pas perdre de vue la dimension politique des problèmes. Nous ne sommes pas seulement des consommateurs mais d'abord des citoyens qui bénéficient de vivre dans un régime démocratique et qui tiennent à faire correspondre leurs convictions à leur engagement politique.

“Toi donc, au roi, tu te regardais; et voici une grande statue. Cette statue était très grande et sa splendeur extraordinaire. Elle se dressait devant toi et son aspect était terrifiant. Cette statue avait la tête d'or fin, la poitrine et les bras d'argent, le ventre et les cuisses de bronze, les jambes de fer, les pieds en partie de fer et en partie de céramique. Tu regardais lorsqu'une pierre se détacha sans l'intermédiaire d'aucune main elle frappa la statue sur ses pieds de fer et de céramique, et elle les pulvérisa” (Daniel, chap.2 versets 31-34)

Marc Lenders, membre du groupe de travail “Eglise dans la Société” EPUB

Juin 2018

